



ETERNA
GROUPE FINANCIER

REVUE

TRIMESTRIELLE

SEPTEMBRE 2026

SOMMAIRE DES MARCHÉS ET RÉPARTITION D'ACTIFS

UN TRIMESTRE MARQUÉ PAR LA RÉSILIENCE FACE À DE NOUVELLES SOURCES D'INQUIÉTUDE

Les marchés financiers ont évolué dans un environnement particulièrement complexe au cours du troisième trimestre. Plusieurs facteurs ont retenu l'attention des investisseurs, notamment les tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis, les conflits géopolitiques persistants au Moyen-Orient, la remontée des prix de l'énergie et les nombreuses interrogations entourant l'intelligence artificielle (IA).

L'un des événements les plus marquants du trimestre a été l'échec des discussions entre le Canada et les États-Unis visant à éviter une nouvelle série de mesures protectionnistes. À la suite de l'impasse dans les négociations, Washington et Ottawa ont annoncé l'imposition de nouveaux droits de douane. Cette décision a ravivé les inquiétudes concernant les échanges commerciaux nord-américains et ajouté un élément d'incertitude pour plusieurs secteurs de l'économie canadienne fortement dépendants du marché américain.

Parallèlement, la situation géopolitique au Moyen-Orient a continué d'exercer une pression à la hausse sur les prix du pétrole. Cette augmentation des coûts énergétiques

a contribué à entretenir certaines pressions inflationnistes tout en favorisant les entreprises du secteur de l'énergie, dont les résultats financiers ont bénéficié de la hausse des prix du brut.

L'IA est également demeurée au cœur des préoccupations des marchés. Après avoir été principalement perçue comme un puissant moteur de croissance économique, elle suscite désormais davantage d'attention en raison des enjeux de sécurité, d'encadrement réglementaire et de viabilité des investissements réalisés dans ce secteur.

Plusieurs dirigeants de grandes entreprises technologiques et responsables politiques ont plaidé en faveur d'un développement plus encadré des technologies d'IA afin de mieux gérer les risques potentiels associés à leur déploiement rapide.

Des trajectoires divergentes sur les marchés

Les marchés boursiers mondiaux ont affiché des résultats contrastés au cours du troisième trimestre, reflétant les différences de perspectives économiques et les nombreux

facteurs d'incertitude qui influencent actuellement les investisseurs. Au Canada, l'indice composé S&P/TSX a progressé de 1,6 % au cours du trimestre, bénéficiant notamment de la contribution des secteurs des matériaux et de la technologie.

Aux États-Unis, les principaux indices ont connu des trajectoires différentes. Le S&P 500 a enregistré un gain de 2,3 %, profitant toujours de la forte croissance des bénéfices des sociétés technologiques américaines. Le Dow Jones a toutefois reculé de 2,7 % en raison d'une certaine rotation sectorielle ainsi que d'une plus grande prudence des investisseurs envers les entreprises plus traditionnelles dans un environnement de hausse des taux d'intérêt.

Les marchés internationaux ont également présenté des résultats très variables d'une région à l'autre. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a avancé de 1,0 %. En Allemagne, le DAX a progressé de 0,8 %, tandis que le CAC 40 français a reculé de 5,2 %. Au Japon, l'indice Nikkei a enregistré une baisse de 4,7 % après avoir affiché une excellente performance plus tôt cette année.

SOMMAIRE DES MARCHÉS ET RÉPARTITION D'ACTIFS (SUITE)

De son côté, le marché obligataire a également fait face à certains défis. L'indice obligataire universel FTSE Canada a affiché un rendement de 2,96 % pour le trimestre. La remontée des rendements obligataires et l'incertitude entourant l'évolution de l'inflation et de la croissance économique ont continué d'exercer une pression sur cette classe d'actifs.

Répartition d'actifs : une approche équilibrée demeure de mise

Notre vision demeure globalement positive à l'égard des marchés financiers, même si plusieurs risques continuent de justifier une approche prudente et bien diversifiée.

L'économie mondiale fait preuve d'une résilience remarquable malgré un contexte marqué par les tensions géopolitiques, les conflits commerciaux et les préoccupations liées à l'inflation.

Les indicateurs avancés suggèrent que l'expansion économique pourrait se poursuivre au cours des prochains trimestres. Les importants investissements dans les infrastructures liées à l'IA, les mesures de soutien budgétaire mises en place dans plusieurs régions et les gains de productivité associés aux nouvelles technologies sont des éléments favorables pour la croissance mondiale.

Cela dit, certains risques méritent une surveillance étroite. Les tensions au Moyen-Orient, la fluctuation des prix de l'énergie ainsi que les nouvelles barrières commerciales pourraient ralentir l'activité économique dans certaines régions. Nous estimons toutefois que ces facteurs, à eux seuls, ne sont pas suffisants pour provoquer une récession mondiale à court terme.

Cet environnement demeure favorable à une exposition équilibrée entre les actions et les titres à revenu fixe, tout en conservant une diversification adéquate entre les différentes régions et classes d'actifs.

ÉCONOMIE ET REVENU FIXE

UNE CROISSANCE RÉSILIENTE DES DEUX CÔTÉS DE LA FRONTIÈRE, MAIS DES DÉFIS DIFFÉRENTS

Après deux trimestres de croissance décevante, l'économie canadienne a retrouvé un certain élan au deuxième trimestre de 2026. Le produit intérieur brut a progressé à un rythme annuel de 3,3 %, et les révisions apportées aux données précédentes ont indiqué que le pays n'a pas connu de récession technique comme plusieurs le craignaient plus tôt cette année.

Cette amélioration ne signifie toutefois pas que les risques ont disparu. L'environnement économique demeure marqué par un niveau élevé d'incertitude, particulièrement en raison de la détérioration des relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Même si une grande partie des exportations canadiennes continue de bénéficier des protections prévues dans l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, plusieurs industries exportatrices

demeurent vulnérables, ce qui pourrait avoir des effets importants sur l'activité économique au cours des prochains trimestres.

Quant à l'inflation, le portrait canadien apparaît relativement plus favorable que celui observé chez nos voisins du sud. Les pressions sur les prix proviennent principalement de la hausse des coûts de l'énergie, alors que l'inflation de base évolue plus près de la cible de la banque centrale. Les coûts liés au logement montrent également des signes d'apaisement, soutenus par un ralentissement de la croissance démographique et un marché résidentiel toujours peu dynamique.

Le marché du travail présente aussi des signes de stabilisation. Les entreprises embauchent moins agressivement qu'au cours des dernières années, mais les licenciements demeurent limités.

Le ralentissement de la croissance démographique réduit également le nombre d'emplois requis pour maintenir l'équilibre sur le marché du travail. Le taux de chômage semble ainsi se stabiliser après sa progression observée au cours des derniers trimestres.

Dans ce contexte, la Banque du Canada fait face à un exercice particulièrement délicat. D'un côté, les risques liés aux tarifs douaniers justifieraient une politique plus accommodante afin de soutenir la croissance. De l'autre, la hausse du prix du pétrole et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient continuent d'alimenter les craintes liées à l'inflation. La trajectoire future des taux d'intérêt dépendra largement de l'évolution de ces deux facteurs.

ÉCONOMIE ET REVENU FIXE (SUITE)

Aux États-Unis, l'économie continue d'impressionner par sa résilience. Malgré plusieurs obstacles, notamment les taux d'intérêt élevés, les tensions commerciales, les débats budgétaires récurrents à Washington et les bouleversements géopolitiques, l'activité économique demeure soutenue.

Une part importante de cette vigueur provient des dépenses de consommation. Les ménages les plus fortunés profitent encore de l'appréciation de leurs actifs financiers, ce qui soutient leurs habitudes de consommation. Les ménages à revenus plus modestes font toutefois face à davantage de contraintes, notamment en raison des coûts énergétiques plus élevés et du coût de la vie qui demeure particulièrement élevé.

Les investissements liés à l'IA demeurent également au cœur de la croissance américaine. Les entreprises poursuivent leurs dépenses massives en infrastructures technologiques, en centres de données et en équipements spécialisés.

La croissance bénéficie aussi du marché du travail, alors que le taux de chômage demeure à des niveaux près du plein emploi. La création d'emplois demeure solide et les licenciements sont faibles par rapport aux tendances historiques. Toutefois, cette robustesse continue d'exercer une pression sur les salaires et sur les prix.

L'inflation demeure d'ailleurs le principal défi auquel fait face la Réserve fédérale américaine, alors que les pressions inflationnistes se maintiennent à un niveau supérieur à celui souhaité par les autorités monétaires. Dans ce contexte, la Fed a procédé à sa première hausse du taux directeur depuis trois ans. Cette décision reflète la persistance de l'inflation ainsi que la vigueur inattendue de l'économie américaine. Plusieurs banques

centrales à travers le monde ont également amorcé ou repris des cycles de resserrement monétaire au cours des derniers mois, illustrant le caractère mondial des défis actuels liés à l'inflation.

Des rendements plus élevés, des revenus plus attrayants

Les marchés obligataires ont connu un trimestre difficile, marqué par une hausse des rendements dans la plupart des grandes économies. Les investisseurs doivent composer avec plusieurs forces qui exercent simultanément une pression à la hausse sur les taux d'intérêt.

La persistance de l'inflation demeure l'un des principaux facteurs explicatifs, en plus des déficits budgétaires importants observés dans plusieurs pays, particulièrement aux États-Unis, qui nécessitent d'importantes émissions de dette publique. Parallèlement, les besoins de financement des grandes entreprises technologiques engagées dans la course à l'IA accentuent la concurrence pour le capital disponible. Cette abondance de nouvelles obligations sur le marché oblige les gouvernements à offrir des rendements plus élevés pour attirer les investisseurs.

Au Canada, le rendement des obligations gouvernementales à dix ans a frôlé le seuil de 4 %, tandis que celui des obligations à 30 ans s'est établi à plus de 4,2 %, des niveaux rarement observés depuis près de deux décennies.

À plus long terme, les rendements obligataires actuels offrent néanmoins des niveaux de revenu plus attrayants qu'au cours de la dernière décennie. Si l'inflation devait graduellement ralentir et que les pressions géopolitiques s'atténuent, le marché obligataire pourrait redevenir une source intéressante de diversification et de stabilité au sein des portefeuilles.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- L'économie mondiale fait preuve d'une résilience remarquable malgré un contexte marqué par les tensions géopolitiques, les conflits commerciaux et les préoccupations liées à l'inflation.
- Les indicateurs avancés suggèrent que l'expansion économique pourrait se poursuivre au cours des prochains trimestres.
- Les importants investissements dans les infrastructures liées à l'IA, les mesures de soutien budgétaire et les gains de productivité associés aux nouvelles technologies sont favorables pour la croissance mondiale.
- Certains risques méritent une surveillance étroite : les tensions au Moyen-Orient, la fluctuation des prix de l'énergie ainsi que les nouvelles barrières commerciales pourraient ralentir l'activité économique dans certaines régions.
- Cet environnement demeure favorable à une exposition équilibrée entre les actions et les titres à revenu fixe.

**Bobby Bureau, MBA, CIM®**

Gestionnaire principal, Revenu fixe
Gestionnaire de portefeuille

ACTIONS CANADIENNES, AMÉRICAINES ET INTERNATIONALES

LES MARCHÉS BOURSIERS ÉVOLUENT EN ORDRE DISPERSÉ

Actions canadiennes : entre grands projets et pressions sur la consommation

La volatilité est demeurée au rendez-vous au troisième trimestre au Canada, sur fond d'incertitude géopolitique à l'échelle mondiale. Les entreprises canadiennes sont déjà confrontées à la flambée des prix du pétrole depuis le début de la guerre en Iran, et plusieurs d'entre elles doivent gérer l'incertitude entourant l'incidence de l'IA. À cela s'ajoutent une guerre tarifaire avec notre principal partenaire commercial ainsi qu'une inflation en hausse, qui alimente les anticipations de hausses de taux d'intérêt.

Dans ce contexte, et devant un gouvernement fédéral qui laisse entrevoir la réalisation de plusieurs grands projets, les secteurs de l'énergie et des matériaux ont figuré parmi les plus performants de l'indice S&P/TSX. De nombreux projets d'envergure ont d'ailleurs été annoncés en septembre, dans la foulée du Sommet de l'investissement canadien, organisé par le gouvernement fédéral et réunissant des investisseurs de partout dans le monde. Celui-ci a également profité de l'occasion pour dévoiler de nouvelles mesures fiscales visant à stimuler les dépenses en immobilisations.

Le secteur des technologies de l'information a également rebondi vigoureusement. Il a été porté par les excellents résultats de Shopify, dont les revenus ont augmenté de plus de 30 % par rapport à la même période en 2025 malgré les craintes des investisseurs quant à l'incidence de l'IA sur ses activités. Il a aussi profité de ceux de Celestica, qui bénéficie de la forte demande pour ses services de fabrication électronique, stimulée par l'essor de l'IA.

Après avoir atteint de nouveaux sommets en juillet, à des multiples bien supérieurs à leur fourchette historique, les titres bancaires ont perdu leurs gains. Les résultats publiés en août ont d'abord pesé sur le secteur, puis les craintes liées à l'incidence économique de la hausse rapide des taux ont pris le relais en septembre. Les titres de la Banque Nationale et de la Banque Royale ont même terminé le trimestre en baisse, tout comme l'ensemble du secteur des services financiers de l'indice S&P/TSX.

Les secteurs liés à la consommation et celui des services de communication ont connu un autre trimestre difficile. Les entreprises de consommation évoluent dans un environnement inflationniste qui laisse peu de revenu discrétionnaire au consommateur moyen. Quant aux entreprises de télécommunications, elles ne bénéficient plus de la croissance démographique alimentée par l'immigration et font face à une vive concurrence.

Actions américaines : le retour d'un marché concentré

L'inflation et la politique monétaire ont repris le devant de la scène au troisième trimestre, suscitant de l'incertitude dans le marché. Dans ce contexte, l'indice S&P 500 a progressé d'un peu plus de 2 %, une hausse modeste par rapport au bond du trimestre précédent. Seuls 4 des 11 secteurs de l'indice ont terminé la période en territoire positif.

Le secteur de l'énergie s'est imposé comme le grand gagnant du trimestre, avec une performance de plus de 17 %, porté par la flambée des prix du pétrole et notamment par les raffineurs, qui ont profité de marges records. Après avoir été le secteur le

plus faible au deuxième trimestre, il a ainsi opéré un revirement complet. Avec son poids important (environ 39 %) et la deuxième meilleure performance du trimestre (+7,3 %), le secteur de la technologie est demeuré le principal contributeur à la performance de l'indice, mais sa dynamique interne s'est complètement inversée par rapport au trimestre précédent. Les logiciels, délaissés en début d'année, ont bondi de près de 31 %, les investisseurs misant davantage sur les entreprises susceptibles de monétiser l'IA que sur celles qui en construisent l'infrastructure.

À l'opposé, les semi-conducteurs, grands gagnants du deuxième trimestre, ont terminé en légère baisse. Les secteurs de la santé et des communications ont été les deux autres secteurs positifs en ce début de deuxième moitié d'année.

Les secteurs sensibles aux taux ont été les plus pénalisés au cours du trimestre. Les services publics ont affiché la plus forte sous-performance (-12,4 %), suivis des produits industriels (-9,7 %), dont les titres liés aux équipements électriques, à la machinerie et à l'aérospatiale ont fait l'objet de prises de profits importantes après avoir été les grands gagnants de la première moitié de 2026. Les secteurs de l'immobilier et de la consommation discrétionnaire ont également reculé, ce dernier ayant souffert de la prudence des consommateurs dans l'environnement actuel.

Les Sept magnifiques ont fait un retour en force. Représentant près de 35 % de l'indice, ces titres ont contribué à eux seuls près de quatre points de pourcentage de rendement, soit presque le double de la hausse totale du S&P 500.

ACTIONS CANADIENNES, AMÉRICAINES ET INTERNATIONALES (SUITE)

Cette dynamique s'est particulièrement fait sentir en septembre, alors que les trois quarts des titres de l'indice ont reculé pendant le mois. Ce contraste marqué avec la première moitié de l'année, où la contribution des Sept magnifiques avait été marginale, illustre la forte concentration du marché.

Actions internationales : récolter les gains, renouveler nos convictions

Au cours du troisième trimestre, l'indice de référence MSCI EAEO a enregistré une hausse de 0,87 % en dollars canadiens. Les marchés internationaux ont évolué dans un contexte de consolidation, marqué par des écarts de performance importants entre les secteurs. Ceux des semi-conducteurs, de la technologie, de l'énergie et des ressources se sont démarqués, tandis que les services publics, les biens de luxe et les télécommunications ont affiché des performances plus modestes.

Après la forte hausse observée au printemps, les investisseurs ont ainsi privilégié certains secteurs et entreprises plutôt que le marché dans son ensemble. À cet égard, ASML a poursuivi sa progression, bénéficiant de la demande soutenue pour ses équipements de fabrication de semi-conducteurs. Par ailleurs, la remontée des prix du pétrole a permis à TotalEnergies d'accroître ses rachats d'actions, illustrant une approche disciplinée en matière d'allocation du capital. Dans le

secteur des matériaux, BHP et Rio Tinto envisagent notamment une collaboration dans le Pilbara, en Australie, visant l'exploitation de jusqu'à 200 millions de tonnes de minerai de fer. Cette initiative pourrait générer d'importants gains d'efficacité opérationnelle. À l'inverse, les anticipations de taux d'intérêt élevés ont affecté les services publics, les biens de luxe et les télécommunications. Le secteur de la consommation discrétionnaire a notamment été freiné par l'affaiblissement de la demande pour les produits de luxe, ce qui a particulièrement touché LVMH, plusieurs courtiers ayant réduit leurs cours cibles au cours du trimestre.

Bien que les performances aient été fortement dispersées entre les secteurs et les titres, le Fonds actions internationales a enregistré un rendement net de 0,15 % en dollars canadiens au cours du trimestre, portant à 11,4 % son rendement depuis le début de l'année. Lors du trimestre, une partie des gains accumulés sur le titre de Panasonic a été réalisée. Cette entreprise compte parmi les principaux contributeurs à la performance du Fonds depuis sa création.

Par ailleurs, quatre nouvelles positions ont été ajoutées, chacune reflétant une conviction sectorielle bien définie. D'abord, ENI, en énergie, pour son modèle d'affaires valorisant ses filiales de croissance et son engagement envers les actionnaires. Ensuite, Mitsubishi Electric, dans les produits industriels, pour son

positionnement favorable dans l'automatisation et l'électrification. Puis, Kone, dont les activités d'entretien d'ascenseurs procurent des revenus stables et récurrents, et enfin, Amadeus, chef de file des systèmes de réservation de voyage. Parallèlement à ces ajouts, les positions dans Novartis, SAP, HSBC, Hoya et Tokyo Electron ont été renforcées, tandis que la position dans Hitachi a été réduite après une solide progression.

**Philippe Côté**

Vice-président et gestionnaire principal, actions

**Philippe Tardif**

Vice-président Eterna Groupe financier

PLACEMENTS ALTERNATIFS

LA PRÉVISIBILITÉ DES ACTIFS RÉELS FAIT SES PREUVES, LES INTRODUCTIONS EN BOURSE DEVIENNENT PLUS SÉLECTIVES

Infrastructure : la force tranquille du mandat core

Le troisième trimestre a rappelé que les taux peuvent encore surprendre. Ceux des obligations à long terme poursuivent leur montée à travers le monde. Pour les actifs évalués sur des flux à long terme, c'est un véritable test : un taux d'actualisation plus élevé pèse sur les valorisations.

C'est dans ce contexte que la qualité des flux fait la différence. Nous nous attendons à une inflation structurellement plus élevée que prévu. Les actifs capables de la répercuter, notamment l'infrastructure, attirent les investisseurs. Mais les résultats varient énormément d'un gestionnaire à l'autre. Parmi les fonds d'infrastructure du millésime 2023, le premier quartile affiche un taux de rendement interne (TRI) net de 20,6 %, contre 0,5 % pour le dernier.

C'est pourquoi notre Fonds d'Infrastructures Eterna (rendement net de 8,34 % sur un an) s'en tient à un mandat core qui privilégie des flux de trésorerie stables et prévisibles. Ses actifs essentiels se trouvent dans les secteurs de l'énergie, du transport et de l'infrastructure sociale. Ils sont appuyés par des contrats à long terme avec des contreparties solvables ou par des cadres réglementés.

Nous ne misons pas sur le prochain thème à la mode ni sur des actifs dont les revenus dépendent directement de la conjoncture économique. Le rendement provient de flux contractuels, souvent indexés à l'inflation, qui s'accumulent trimestre après trimestre.

Immobilier : la démographie comme moteur

L'immobilier privé semble amorcer une reprise. Selon Brookfield, les valeurs ont progressé pendant huit trimestres consécutifs, mais elles demeurent environ 14 % sous leur sommet de 2022. Avec des taux plus élevés, c'est la croissance des revenus qui devra porter les rendements.

Peu de segments illustrent mieux cette dynamique que les résidences pour personnes âgées (RPA). Selon l'Institut de la statistique du Québec, les 65 ans et plus représenteront 26 % de la population en 2041, contre 20 % en 2021. L'offre, elle, recule : le nombre de RPA privées au Québec est passé d'environ 2300 en 2008 à moins de 1400 en 2024. Ce déséquilibre se reflète dans les résultats. Chartwell, le plus important exploitant au pays, affichait un taux d'occupation de 94,3 % au deuxième trimestre, en hausse de plus de trois points en un an.

Notre Fonds Immobilier Eterna-Cogir (rendement net de 10,13 % sur un an) s'appuie sur l'expertise de Cogir. Cette entreprise québécoise gère plus de 270 RPA privées. Dans ce segment, l'immeuble ne suffit pas. La qualité de l'exploitation et la maîtrise des coûts de main-d'œuvre sont déterminantes, et ce sont aussi les principaux risques à surveiller.

Placements privés : Anthropic en tête de file

L'année 2026 restera celle des méga-introductions en bourse. Aux États-Unis, les capitaux levés atteignent près de 147 G\$ US depuis janvier, près de cinq fois plus qu'à pareille date l'an dernier. Le troisième

trimestre a toutefois été plus hésitant : sans SK hynix, les 30 émissions du trimestre n'ont levé que 6,2 G\$ US, environ la moitié de la moyenne historique.

Les sociétés de premier plan continuent d'attirer les capitaux. Anthropic est l'une des positions du Fonds Multi-stratégies Eterna (rendement net de 10,69 % sur un an). Selon Bloomberg, la société viserait une inscription avant la fin novembre, à une valorisation d'environ 2000 G\$ US. Ce serait davantage que SpaceX lors de sa propre entrée en bourse. La croissance est spectaculaire, mais l'ampleur des engagements l'est tout autant : selon Reuters, le prospectus prévoit au moins 518 G\$ US en infrastructure sur dix ans. Quant à OpenAI, son chef de la direction, Sam Altman, a indiqué à la mi-septembre que l'entreprise n'entrerait pas en bourse en 2026.

Notre discipline demeure la même. La position dans SpaceX est liquidée de façon ordonnée, au rythme de la levée progressive des restrictions de vente. Si l'inscription d'Anthropic se concrétise, elle constituera un second événement de cristallisation pour le Fonds cette année.

Quand les inscriptions en bourse se font plus rares, le marché secondaire prend le relais. Selon Jefferies, les transactions y ont atteint un record de 118 G\$ US au premier semestre, en hausse de 15 % sur un an. La rareté des distributions en est le principal moteur : investisseurs et gestionnaires s'y tournent pour obtenir de la liquidité. Pour un acheteur discipliné, c'est l'occasion d'acquérir des portefeuilles matures, souvent sous leur valeur liquidative (à rabais).

PLACEMENTS ALTERNATIFS (SUITE)**Crédit privé : la pression sur les rachats s'atténue**

Selon Brookfield, le crédit privé traverse une réinitialisation saine plutôt qu'une rupture. Chez Oaktree, l'un de nos partenaires, les demandes de rachat sont passées de 8,5 % au premier trimestre à 3,8 % au troisième, et toutes ont été honorées. À titre de comparaison, l'une des plus grandes plateformes a reçu des demandes avoisinant 10 %. L'accalmie semble se confirmer, mais l'incertitude demeure.

Notre Fonds Prêts Privés Eterna demeure à l'écart de ces enjeux. Il est composé de dette immobilière québécoise, en prêts de premier rang

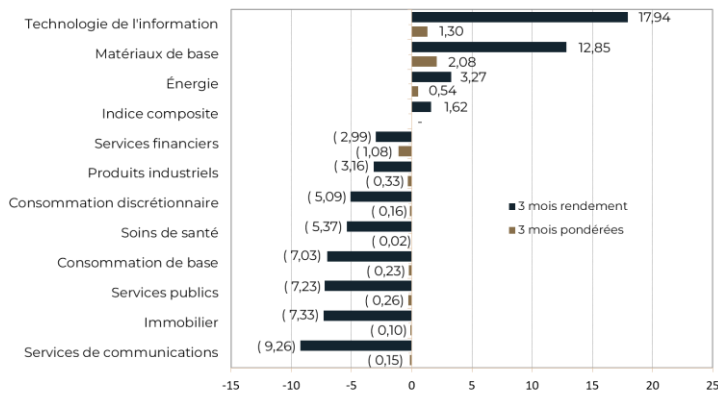
appuyés par des garanties adéquates. Le Fonds de Revenus Fixes Diversifiés (rendement net de 4,06 % sur un an contre 2,38 % pour l'indice des obligations à court terme FTSE Canada) profite en partie de la même approche conservatrice.



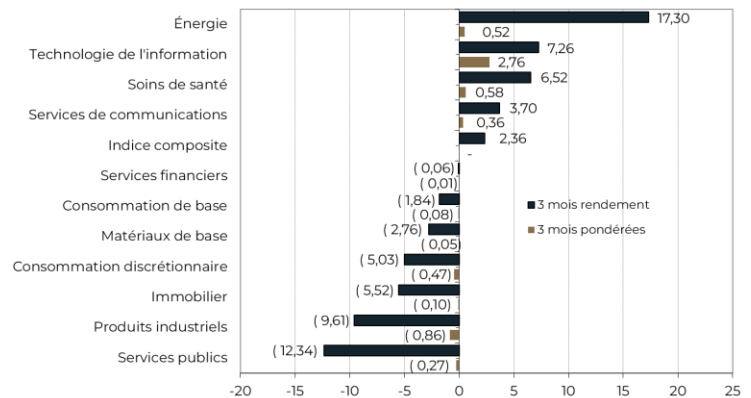
Philippe Tardif
Vice-président Eterna
Groupe financier

PERFORMANCES SECTORIELLES

Actions canadiennes (S&P/TSX)



Actions américaines (S&P 500)



SOURCE : Bloomberg. Rendements en dollars canadiens, incluant les dividendes au 30 septembre 2026.

DONNÉES ÉCONOMIQUES ET DEVISES

STATISTIQUES AU 30 SEPTEMBRE 2026							
CANADA			ÉTATS-UNIS			DEVISES	
Chômage (août)	6,4 %	-	Chômage (août)	4,1 %	-	USD / CAD	0,70 ↑
IPC (août)	3,0 %	-	IPC (août)	3,4 %	-	USD / EUR	1,13 ↑
Billet Trésor 3 mois	2,46 %	↑	Billet Trésor 3 mois	4,11 %	↑	JPY / USD	157,41 ↑
Obligation 5 ans	3,70 %	↑	Obligation 5 ans	5,09 %	↑	Les flèches indiquent la tendance depuis la publication de la dernière donnée mensuelle ou de fin de mois.	
Obligation 10 ans	3,99 %	↑	Obligation 10 ans	5,28 %	↑		
S&P/TSX	35 236	↓	Dow Jones - Industrielles	50 906	↓		
			S&P 500	7 652	↓		

SOURCE : Bloomberg.

RENDEMENTS DES MARCHÉS

RENDEMENTS TOTAUX EN DOLLARS CANADIENS AU 30 SEPTEMBRE 2026

	AAD	3 mois	1 an	3 ans	5 ans
Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada	1,69%	0,56%	2,33%	3,58%	3,20%
OBLIGATIONS					
Indice des obligations universelles FTSE Canada	-0,78%	-2,96%	-1,10%	4,75%	0,30%
Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada	0,52%	-0,91%	0,85%	4,74%	2,05%
Indice adapté gestion privée Eterna ¹	-0,73%	-1,74%	0,08%	5,00%	1,50%
Indice des obligations globales à moyen terme FTSE Canada	-0,73%	-2,98%	-1,08%	5,37%	0,64%
Indice des obligations globales à long terme FTSE Canada	-3,12%	-6,31%	-4,44%	3,82%	-2,64%
INDICES BOURSIERS NORD-AMÉRICAINS					
Canada - S&P/TSX Composite	12,97%	1,62%	20,02%	25,06%	15,18%
États-Unis - Standard & Poor's 500	16,81%	2,36%	18,18%	24,89%	16,41%
États-Unis - Dow Jones Industrial Average	11,05%	-2,29%	13,86%	18,91%	13,12%
INDICES BOURSIERS INTERNATIONAUX					
Royaume-Uni - FTSE-100	11,92%	1,97%	17,81%	20,82%	14,59%
France CAC-40	-2,17%	-5,80%	-0,66%	7,89%	6,05%
Allemagne - DAX	3,09%	0,21%	3,92%	22,59%	12,64%
Japon - Nikkei-225	36,93%	-1,41%	42,51%	27,84%	12,47%
Hong Kong - Hang Seng	-1,30%	7,58%	-7,20%	13,12%	2,17%
Australie - S&P/ASX 200	8,87%	0,74%	6,51%	12,20%	5,30%
DEVICES					
\$ É.-U. versus \$ CAN	3,70%	0,25%	2,24%	1,58%	2,34%

SOURCE : Bloomberg. NOTES : Les rendements sur les périodes de 3 ans et 5 ans sont annualisés.

¹ L'Indice Adapté Gestion privée Eterna est composé à 60 % de l'indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et à 40 % de l'indice des obligations globales à moyen terme FTSE Canada.

Les rendements passés ne permettent pas nécessairement de prévoir les rendements futurs. Ce document est destiné à un usage personnel seulement. Les informations et les opinions qui y sont exprimées sont sujettes à changement selon les conditions du marché ou toute autre conjoncture. Les points de vue exprimés sont offerts à titre informatif et aucune prise de décision de placement ne devrait reposer sur ces derniers. Ce document ne doit en aucun cas être considéré ou utilisé aux fins d'offre d'achat de parts dans un fonds ou de toute autre offre de titres, quelle que soit la juridiction. En aucun cas, ce document ne peut être reproduit en tout ou en partie, sans avoir obtenu la permission écrite préalable de Eterna Groupe financier. Les fonds communs de placement de Gestion de placements Eterna sont destinés seulement à des « investisseurs qualifiés » tels que défini dans la Norme canadienne 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription. Les investissements dans les fonds communs de placement ne sont pas assurés par la Société d'assurance dépôt du Canada ni par tout autre assureur public et ne sont pas garantis par Gestion de placements Eterna ou une société liée à cette dernière.